

Universalisme

Virginie MILLIOT *

Au cœur des débats sur l'immigration se trouve un mot-clef qui est systématiquement évoqué, un mot lourd d'une histoire politique et philosophique qui remonte à la fin du 18^e siècle, dense de principes et de valeurs sur lesquelles l'on ne peut que s'accorder, un mot pourtant complexe et particulièrement ambigu : universalisme.

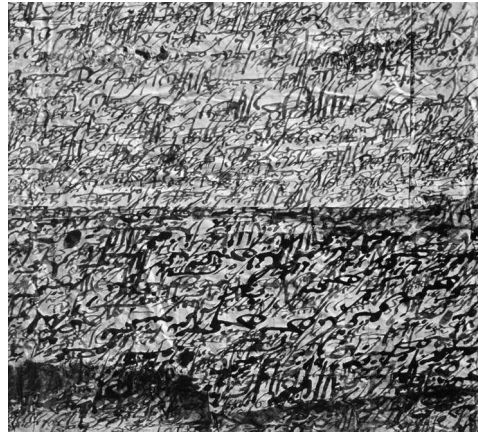
L'universalisme renvoie à une pensée humaniste fondée sur un postulat d'égalité des hommes sans distinction de naissance. Les principes d'équité et de justice qui l'anime ne peuvent qu'être partagés. Force est pourtant de constater le caractère équivoque de ses applications pratiques et langagières. Ce terme polysémique a fini par servir d'étendard à des argumentations et des projets totalement contradictoires. Si les collectifs de lutte contre les expulsions des sans-papiers, les associations militant contre le racisme et la discrimination revendiquent derrière ce terme un droit à l'égalité, une reconnaissance de droits individuels imprescriptibles, il est utilisé dans le cadre de projets éducatifs ou d'action culturelle dans les banlieues populaires selon une tout autre acceptation. Les institutions républicaines au sein desquelles se développent des activités pro-

fessionnelles de socialisation des individus peinent aujourd'hui à réaliser ce « programme » qui les a toujours guidé : fabriquer des individus à la fois singuliers et universels, autonomes et réflexifs (François Dubet, 2002). Cette situation de crise suscite dans tous ces espaces professionnels des débats animés qui butent systématiquement sur les mêmes contradictions.

À l'école, des partisans d'une nouvelle pédagogie s'efforcent de construire une nouvelle articulation entre l'institution scolaire et le « dehors », de repenser « un nouveau mythe laïque » qui tienne compte des conditions sociales et culturelles réelles des élèves d'aujourd'hui. Face à eux, les « anti-pédagogistes » brandissent le bouclier de la laïcité et de l'universalisme pour maintenir au-dehors les particularismes populaires et ethniques, refusent toute adaptation des programmes et des manières d'enseigner de peur d'une dévaluation et d'une dissolution de la forme scolaire (Jean Manuel de Queiroz 2000). On retrouve ce débat sur le terrain culturel. Les théâtres et centres culturels des banlieues populaires tiennent le cap d'un projet de démocratisation, d'accès à la culture universelle au-delà de ses apories. La plupart refusent de revoir leur programmation malgré le

**Paradoxe
diversité
conflit
déconstruction**

constat d'une difficulté à toucher la population locale, sous prétexte d'une lutte contre la dualisation de la société. Reproduisant sur le terrain culturel une certaine conception de la laïcité d'abstention (Milliot 2000) ils justifient la fermeture de ces lieux de culture aux cultures du lieu, au nom d'une lutte contre la «ghettoïsation». Dans les espaces de reconnaissance des cultures urbaines, ouverts dans le cadre de la politique de la ville, qui semblaient pourtant être construits sur la base d'un projet de démocratie culturelle, on se retrouve face aux mêmes contradictions. Pour passer de la rue à la scène, les jeunes danseurs de Hip hop sont ainsi invités à s'ouvrir à d'autres langages chorégraphiques afin de « sortir de leur ghetto artistique ». Il leur est demandé d'apprendre à s'abstraire et à s'extraire de leurs « appartenances particularistes » afin de s'adapter aux attentes du public des théâtres ; de sortir de leurs premières logiques figuratives pour épouser le langage formel de la danse contemporaine, défini comme universel (Milliot 2005).



Les discours et pratiques des petits porteurs d'universalité dans toutes les instances de socialisation républicaines nous enferment ainsi dans une alternative entre universalisme et affirmation de l'identité, laïcité et éclatement dans la diversité. L'universalisme utilisé en contrepois au risque du « repli identitaire » et du « communautarisme » nourrit des projets de fermeture qui se justifient paradoxalement en termes « d'ouverture ». Les acceptions du terme renvoient parfois à ce qui se

construit par arrachement de l'expérience particulariste, contre toute naturalisation de l'identité, parfois à une forme (artistique ou « scolaire ») transcendant les différences. Mais cet universalisme se révèle être un « universalisme de surplomb » (Walzer, M. 1992) qui parce qu'il confond espace commun et contenu commun, prend la forme d'une politique d'assimilation.

Ces paradoxes semblent être inhérents à la pensée même de l'Universalisme. Ulrich Beck (2006) affirme que cette notion présente toujours un double visage : c'est une pensée généreuse « qui ne tolère la voix de l'autre que comme voix du même », qui tend à endiguer le danger représenté par la différence en imposant une certaine définition de l'humanité. « L'universalisme non seulement se particularise en s'instituant, mais se dénie lui-même » affirme de même Etienne Balibar (2005) en pointant la tendance paradoxale d'exclusion-inclusion de l'universalisme des Lumières. Alors que faire ? Doit-on renoncer à toute critique des usages contemporains de cette notion, sous prétexte que ces contradictions sont irréversibles ? Doit-on se méfier même de toute remise en question sous prétexte de l'ancienneté du débat, et « des redoutables problèmes que pose à notre culture politique la crise contemporaine de l'universel » (Alain Renault 2007) ?

Une autre possibilité si l'on veut défendre les valeurs qui sont au principe même de l'universalisme est de séjourner dans la contradiction pour en élucider les termes affirme Balibar

(2005), déconstruire les « formulations classiques et les dispositifs de pouvoir dans lesquels elles sont investies » pour opérer des déplacements. Ce qui revient à suivre et analyser les cycles historiques qui conduisent les mouvements d'universalisme intensif – de libération – à se muer en universalisme extensif –hégémonique – (Balibar 1993) à débusquer le différentialisme, le nationalisme qui se cache derrière le masque vertueux de l'universalisme (Gilles Manceron 2003) à déconstruire la religion d'état qui se pare des principes d'équité de la laïcité...

Cette tâche est d'autant plus importante qu'il existe aujourd'hui une querelle des universaux (Latour Bruno, Nathan Tobie, Strengers Isabelle 2000) : « sous le nom de libéralisme, un autre universel exige son dû » remettant en question les principes et les valeurs sur lesquelles le premier était fondé. La pensée libérale et son cortège de principes soit-disant pragmatiques est en train de lamener ceux de l'universalisme des Lumières. Ce risque délégitime à lui seul les crispations de ceux que Latour qualifie de « rentiers de l'Universel ». Pour défendre ces valeurs sur lesquelles tous les petits porteurs d'universalité des instances de socialisation républicaine s'accordent, il reste donc à accepter la remise en question, l'exploration des contradictions du modèle actuel, à accepter le caractère historique, instable, construit et à reconstruire en

permanence de la « chose publique » à la Française. Prendre acte du fait que le monde commun n'est pas donné, déjà là, reconnaissable, mais toujours d'une certaine manière à construire ensemble, dans la complexité, la diversité et le conflit. L'universel ne peut donc avoir de contenus arrêtés, si l'on veut défendre son sens premier, il faut au contraire accepter de le considérer comme un projet, toujours à construire, à partir de la diversité, dans le dialogue entre soi et l'autre et l'autre de soi.

■
* *Ethnologue, Paris X Nanterre*

Références

- Balibar Etienne : « Quel universalisme des lumières ? » Essai paru dans *Le Bottin des Lumières*, sous la direction de Nadine Descendre, Ville de Nancy, Communauté urbaine du grand Nancy, 2005 (accessible sur : http://ciepfc.rhapsodyk.net/article.php3?id_article=175)
- Balibar, Etienne : « Quel Universalisme aujourd'hui ? » conférence donnée au cercle Gramsci le 3 décembre 1993 (accessible sur : <http://www.cerclegramsci.org/archives/balibar.htm>)
- Beck, Ulrich : *Qu'est ce que le cosmopolitisme ?* Paris, Flammarion, 2006.
- De Queiroz Jean Manuel : « Universalisme laïque et anti-pédagogisme », *VEI Enjeux*, n° 127, Décembre 2001.
- Dubet François : *Le déclin de l'institution*, Paris, seuil, 2002.
- Manceron Gilles : *Marianne et les colonies. Une introduction à l'histoire coloniale de la France*, Paris, La Découverte, 2003.
- Latour Bruno, Nathan Tobie, Strengers Isabelle : « la nouvelle querelle des universaux » dans *Le Monde*, pages débat, 3-2-2000 (accessible sur : http://www.bruno-latour.fr/presse/presse_art/007.html)
- Milliot Virginie : « Culture, cultures et redéfinition de l'espace commun. Approche anthropologique des déclinaisons contemporaines de l'action culturelle » dans : Métral J. (dir) *Cultures en ville ou de l'art et du citadin*, éditions de L'Aube, 2000.
- Milliot Virginie : « La pratique artistique comme levier d'universalité ? Petites déconstructions d'une sécularisation » dans *Culture et Recherche*, 106-107, Décembre 2005.
- Renault Alain : « les conditions d'un universalisme ouvert à la diversité » accessible sur : <http://www.sens-public.org/spip.php?article455>
- Walzer Michel : « Les deux universalismes », *Esprit*, décembre 1992